



Conclusions. Pour Marie-anne Deltrieu et Jean Delfau, mariés, propriétaires domiciliés à Cissac représentés par M<sup>e</sup> Burguière avoué. Contre Jean Deltrieu propriétaire domicilié à Colombes représenté par M<sup>e</sup> Cabauette avoué. Et au présence de François Deltrieu propriétaire domicilié à Cissac, d'Elisabeth Deltrieu et Pierre-Jean Simain, mariés, propriétaires domiciliés à Falachon, représentés par M<sup>e</sup> Guiral avoué. Et de Louise Cazal et Jean Ceisset, mariés, charbonniers concourant à Paris rue Saint-Dominique-St-Germain n° 9, représentés par M<sup>e</sup> Deltrieu avoué. Attendu que le tribunal a statué sur un incident d'une instance au partage pendante entre les parties. Depuis longtemps, à cause des mauvaines contestations soutenues par Jean Deltrieu partie de M<sup>e</sup> Cabauette. Attendu que par jugement en date du 13 novembre 1862 le tribunal a statué définitivement sur certaines difficultés relatives au partage des successions de feu Alexis Deltrieu et Louise Augolle autrefois communes décédées, savoir : le 1er le deux avril 1829 et la Vte Augolle le quatre février 1858, et de feu Baptiste Deltrieu frère et beau-frère commun, décédé intertestat en juillet 1833 à la survivance de sa mère et de ses autres frères et sœurs, mais que certains points ont été interrogés. Attendu que les lots du mobilier, vaisselle et provision sont déterminés par le sr Deltrieu expert dans son rapport du 29 janvier 1851, homologué par jugement en date du 13 novembre de la même année, mais qu'il s'est élevée la question de savoir qui était le débiteur desdits lots. Attendu que les conciliants ainsi que les parties de M<sup>e</sup> Guiral et de M<sup>e</sup> Deltrieu ont demandé la délivrance de leur lot à Jean Deltrieu, mais que ce dernier a soutenu que c'était la mère qui relâchait parmi de l'autre mobilier et l'avait distribué. Attendu que les autres coheritiers ont soutenu au contraire que c'était Jean Deltrieu qui avait loué et administré le tout depuis le décès du père commun et ont demandé à prouver qu'il avait rendu ou qu'il n'avait pas payé l'escabeau et du mobilier. Attendu d'un autre côté que les conciliants et concours ont demandé que Jean Deltrieu fut tenu de leur rendre compte des restitutions de fruits, que celui-ci a résisté à cette demande pendant le vivant de la mère commune en soutenant que cette dernière avait exclusivement joui des autres successions à partager mais que cette prétention a été contredite par les conciliants qui ont demandé à prouver que Jean Deltrieu avait joui et exploité les autres successions à l'exclusion de la mère. Attendu que sur ce dernier point le tribunal a déterminé certaines épargnes pendant lesquelles Jean Deltrieu ne serait pas comptable, d'autres épargnes où il serait comptable et d'autres aufin où il sera tenu de faire compte, sauf preuve. Attendu en conséquence que sur la preuve offerte, le tribunal a, par son jugement du 13 novembre 1862 admis les conciliants ainsi que les parties de M<sup>e</sup> Guiral et de M<sup>e</sup> Deltrieu à prouver tant par acte que par

Témoin devant Mr le juge de paix du canton de St Genève que Jean Deltrien s'est empêché  
tout le mobilier, le bâti, denrées et provisions, que c'est lui qui les a vendus ou déplacés soit  
avant la vente par lui faite de la maison, grange et écurie, appartenant à la succession  
paternelle, soit après, que le dit Jean Deltrien a juri et cultive lui-même à l'exclusion  
de la mère tous les biens appartenant à la succession dont il s'agit, que nonobstant le bail à ferme par  
lui produit de 1846, il a perçu lui-même tous les gains de ferme aux frais de la mère autrement.  
Attendu que les concubins ont fait procéder à l'enquête mise à leur charge et qu'il résulte  
du procès-verbal d'enquête signifié au procès, dressé par Mr le juge de paix du canton de  
St Genève, que l'audition des témoins a eu lieu contradictoirement le quatre octobre  
dernier, qu'auj. il y a lieu d'appuyer la dite enquête. - Attendu que sur un témoins cité par  
les concubins, quatre seulement ont été entendus, quant au denombrement, l'un sur l'opposition  
de Jean Deltrien n'a pas été entendu parce qu'il n'avait pas été cité sous son vrai nom et  
toutes parties ont renoncé à la déposition de l'autre. - Attendu que le 15 juillet Deltrien de  
Cissac ses témoins entendus déclare formellement qu'il a à sa connaissance que Jean Deltrien  
administrait les biens de la succession après la mort de son père, que sa mère était paupière  
et que son état maladif ne lui permettait pas de s'occuper de l'administration des biens.  
Attendu que le second témoin entendu dépose que pour lui au moins il a été pendant plusieurs  
années de Jean Deltrien, qu'il a toujours payé et que sa présence a fait toutefois l'opposition  
de Jean Deltrien qui a lui-même consenti le bail et a fourni quittance et qu'il a  
toujours entendu dire que le domaine de la famille Deltrien était pourvu abondamment  
de bestiaux, outils, aratoires & de mobilier après la mort du père. - Attendu que la  
déposition du 3<sup>e</sup> témoin est ainsi concue : je sais qu'en 1829, après la mort du père Deltrien  
il fut vendue à l'écurie par Deltrien Jean et sa mère, une île à un domestique  
nommé Mr Labarthe de Cissac et ignore qui prit le montant du prix de cette île.  
En 1830 Deltrien Jean vendit à faire du 11 juillet à Alphonse une grange de bâti. Il est à  
ma connaissance que le Domaine du dit Deltrien était pourvu à la mort du père de nombre  
de cabans en bon état tel que 2 blets à cornes, de 28 à 30 blets à laire, des outils, aratoires  
en bon état et d'un mobilier proportionné à la portée des biens. J'ignore par qui a été  
prise le saidit mobilier ainsi que les cabans, le tout est devenu sans doute la propriété  
de Jean Deltrien, car à l'époque de son changement de domicile la maison paternelle

Le village de Cissac étoit reconnu par un acte du notaire en tout genre suudit, et n'a fait pour habitants que Jean Deltrien et Marie-Anne sa soeur, j'ignore si le notaire y habitaient. Attendu que la déposition du 1<sup>er</sup> témoin entendu est encore plus claire, il est possible, que la précédente, et qu'il en résulte que Jean Deltrien s'est approprié des cabanes et du mobilier et qu'il en a fait son profit en l'envoyant soit au transporteur de Cissac ou au notaire à Colmar. - Attendu dès lors qu'il résulte de l'enquête rapportée de complètement rempli d'interlocutoire miné à la charge des concubins et que ce qui en résulte Jean Deltrien doit être rendu coupable du lot mobilier des concubins et doit être condamné à leur payer la restitution de fruits et intérêts du mobilier depuis le 1<sup>er</sup> juin 1839, jour de son mariage conformément au sudit jugement du 13 novembre 1862. - Attendu que par le dit jugement le frais relatif à l'incident à raison d'espaces à faire outre réquerie et que Jean Deltrien devant à ses concubins doit être condamné aux dépens. - Attendu que tant l'avocat dans la cause la mauvaise foi de Jean Deltrien et qu'il doit être punie de dommages-intérêts à raison des mauvaises contestations par lui soutenues. - Il a été continué dans l'interlocutoire ordonné par le jugement du 13 novembre 1862, ce qui résulte de l'enquête produite et annulant les actes, Bautard notaire sur lesquels l'avversaire fondait ses prétentions, condamner Jean Deltrien à faire compte aux concubins de leur entier lot mobilier et des restitutions de fruits et intérêts du mobilier, conformément au dit jugement depuis le 1<sup>er</sup> juin 1839 et le condamner en outre à 200 francs de dommages et aux dépens. - Ces papiers ci. Deux copies d'apprécier et donnée le 2 à M<sup>e</sup> Cabanettes, avocat de Jean Deltrien, le 2 à M<sup>e</sup> Guiral avocat de François Deltrien et des mariés Sivain, le 3 à M<sup>e</sup> Deltrien avocat des mariés Cissac. En même temps il leur est fait communication d'en venir à la 1<sup>re</sup> audience pour la plainte de la cause, dont acte.

D. Copie conforme  
F. Burguier

Le 1<sup>er</sup> février 1868

Copie Du Document

P. Lépinard écrivain  
Mémoire de Falstaff  
C. le Roi Henry VII  
Du Cépage

Gérard

Balzac

Si ce n'est pas une autre  
que le 1<sup>er</sup> de février, à Ruyer  
l'origine, à laquelle fait mention  
avec Belfor. Ce signifie et laisse  
Cette copie à M. Gérard avec  
Contraires au nom d'Individu  
à lui-même

Post & Co. Paris